

RAPPORT FINAL

**Symposium de recherche sur l'éducation postsecondaire et la formation en langue française
dans le cadre de la Politique d'aménagement linguistique de l'Ontario**

Tenu le 29 septembre 2011 à la Cité collégiale, Ottawa

Normand Labrie, Sylvie A. Lamoureux,
Hacène Fekrache, Joey de Pax et Erica Rosenfield

Centre de recherches en éducation franco-ontarienne,
Institut d'études pédagogiques de l'Ontario de l'Université de Toronto
et
Institut des langues officielles et du bilinguisme, Université d'Ottawa
Le 9 mars 2012



Table des matières

1. Présentation des objectifs et de l'organisation du symposium	1
2. Synthèse des sessions de travail	3
3. Synthèse générale	8
4. Références	11
Annexes	
A. Liste des participant.e.s	12
B. Programme du symposium	15
C. Survol des thèmes de la recherche actuelle	17
D. Résultats du sondage pré-symposium	20
E. Les six axes d'intervention de la PAL	23
F. Tableau récapitulatif des propositions des participant.e.s relativement aux six axes de la PAL	24

1. Présentation des objectifs et de l'organisation du symposium

La Direction des politiques et programmes d'éducation en langue française du ministère de la Formation, des Collèges et Universités de l'Ontario (MFCU) a tenu un Symposium de recherche sur l'éducation postsecondaire et la formation en langue française le 29 septembre 2011 à la Cité collégiale d'Ottawa. La Direction s'est chargée de la planification logistique du symposium et elle a confié le soin de fournir l'encadrement scientifique à une équipe du Centre de recherches en éducation franco-ontarienne (CRÉFO) de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario (IEPO) de l'Université de Toronto. Cet encadrement scientifique consistait à coordonner et animer le symposium pour élaborer un calendrier de recherche en se référant à la *Politique d'aménagement linguistique de l'Ontario pour l'éducation postsecondaire et la formation en langue française* (MFCU, 2011) rendue publique en août 2011.

L'équipe scientifique était composée des professeurs Normand Labrie (Université de Toronto) et Sylvie A. Lamoureux (Université d'Ottawa), Hacène Fekrache et Joey de Pax (respectivement rédacteur et assistant de recherche à Université de Toronto), et Erica Rosenfield (stagiaire au ministère de la Formation, Collèges et Universités, déléguée au CRÉFO comme assistante de recherche). Raymond Day, Analyste principal des politiques au MFCU, assurait l'articulation du travail logistique et scientifique entre le ministère et le CRÉFO. Les professeurs Labrie et Lamoureux avaient tenu un symposium à l'automne 2010 sur l'état de la recherche sur l'accès des francophones aux études postsecondaires en Ontario, ce qui constituait un fondement utile pour entreprendre l'élaboration d'un calendrier de la recherche.

L'énoncé de vision de la Politique d'aménagement linguistique (PAL) veut que : « *La politique décrite dans le présent document porte la vision d'un système d'éducation postsecondaire et de formation produisant une main-d'œuvre francophone hautement qualifiée et pleinement engagée pour assurer l'essor d'une communauté ontarienne de langue française qui contribue au développement économique, culturel et social de la province tout en renforçant ses avantages concurrentiels et le mieux-être de sa population* » (MFCU, 2011, p. 11). Cette vision propose donc une articulation entre le développement humain, l'essor économique, et le développement communautaire.

En effet, l'Ontario, comme plusieurs autres États dans le monde, tente de se positionner dans l'économie du savoir mondialisée en investissant de façon stratégique dans les secteurs de l'innovation, des sciences, des nouvelles technologies d'information et de communication, et dans les industries du service, de préférence aux secteurs primaires et secondaires de l'économie. Cette stratégie économique requiert une main-d'œuvre hautement éduquée et bien formée, possédant des qualifications obtenues au moyen des études postsecondaires. Plusieurs pays et États développent présentement des politiques publiques similaires visant à accroître l'accès de leurs citoyens aux études postsecondaires. En 2010, l'Ontario s'est fixé comme objectif d'accroître la population de 25 à 64 ans détenant des études postsecondaires de 63 à 70 pourcent d'ici 10 ans. Par comparaison, le Politburo en Chine a adopté un plan ambitieux en mai 2010 pour accroître l'accès aux études postsecondaires de 33 à 60 pourcent

d'ici 2020. De même, le gouvernement de l'Inde désire accroître l'accès aux études postsecondaires de 12,5 à 30 pourcent d'ici 2030 (Labrie, 2011).

Le symposium a réuni quelque 80 participant.e.s représentant une diversité de champs d'intérêt et d'action professionnelle des diverses régions de l'Ontario et de l'extérieur, incluant des représentants des collèges de langue française, des universités bilingues et d'organismes de formation, des représentants du système d'éducation, des chercheurs universitaires, ainsi que des étudiant.e.s (voir la liste des participant.e.s à l'annexe A).

La journée a été organisée comme suit (voir le programme à l'annexe B). D'abord une séance d'ouverture a posé les jalons du symposium, incluant mots de bienvenue, présentation des objectifs de la journée, présentation de la PAL, survol de l'état de la recherche (voir annexe C), et résultats d'un sondage pré-symposium mené auprès des participant.e.s (voir annexe D).

Ensuite, trois séances de travail ont réuni les participant.e.s, chacune ayant donné lieu à des synthèses. La première séance de travail a réuni les participant.e.s en fonction de leurs intérêts et champs d'activité professionnelle afin de déblayer le terrain en matière de connaissances existantes et des besoins en matière de recherche. La deuxième séance de travail a mélangé les participant.e.s des divers champs d'intérêt et d'action professionnelle et avait pour but de dégager des priorités de recherche et des échéanciers en tenant compte des six axes de la politique d'aménagement linguistique. Les six axes sont : 1. *L'accès aux programmes en langue française*, 2. *Le soutien et la réussite de l'étudiante ou étudiant*, 3. *L'amélioration de la qualité*, 4. *La promotion du système et le recrutement ciblé*, 5. *Les partenariats et les collaborations*, et 6. *La gouvernance* (voir annexe E). Enfin, la troisième séance de travail a réuni les participant.e.s de chacune des régions de la province afin de valider ou de réajuster les priorités et échéanciers de recherche en fonction des réalités régionales.

À chaque séance de travail, un représentant du MFCU prenait des notes (servant à établir un inventaire de l'ensemble des propositions), un.e participant.e agissait à titre de président de séance, et un.e autre participant.e se chargeait de la synthèse de séance à titre de rapporteur. À la fin de chaque séance, les rapporteurs se réunissaient pour présenter une synthèse de leurs discussions sous la présidence du professeur Philippe Hambye de l'Université catholique de Louvain-la-Neuve. À la suite des trois séances, le Professeur Hambye a livré la synthèse générale de la journée.

Le présent rapport s'appuie sur l'ensemble des travaux préparatoires (sondage, état de la recherche, PAL) et des délibérations de la journée. Les notes de chacune des tables de discussion des trois séances ont été colligées, les synthèses des trois séances ont été transcrites, ainsi que la synthèse de clôture du Professeur Philippe Hambye (voir le tableau à l'Annexe F). L'ensemble a été analysé afin de faire ressortir les idées maitresses.

2. Synthèse des sessions de travail

Au cours des trois sessions de travail, plusieurs propositions de recherches concrètes ont été énoncées, souvent sous forme de recommandations et souhaits, et certaines priorités ont été formulées.

Session 1 - Session de travail par catégories professionnelles et champs d'intérêt

La première session de travail regroupait les participant.e.s par catégories professionnelles ou par champ d'intérêt (administrateurs, professeurs, chercheurs, formateurs, étudiant.e.s, etc.). Le but était de connaître l'état des connaissances des participant.e.s sur le sujet et d'identifier des moyens visant à améliorer l'échange d'information et la mobilisation des connaissances. Il s'agissait aussi de savoir quelles recherches seraient nécessaires pour la communauté éducative francophone en Ontario, et sur quels axes concentrer les investissements de recherche en concertation avec le ministère. Les participant.e.s étaient invités à répondre à une série de questions élaborées en utilisant les résultats du sondage pré-symposium.

Sujet principal : La recherche : besoins et priorités

Sujet 1 : Les études existantes sur l'éducation postsecondaire et la formation en langue française en Ontario semblent peu connues (16 répondant.e.s). À votre avis, à quoi est due cette situation ? Souhaiteriez-vous être mieux informé à l'avenir de la production scientifique et des analyses institutionnelles traitant de cette question ? Si oui, de quelle façon ?

Sujet 2 : Plus de 100 propositions de recherche ont été recensées au moyen du sondage. Les réaliser toutes demanderait beaucoup de moyens humains et financiers. Les recherches qui semblent faire consensus sont celles qui traitent de :

- l'accès à des programmes et leur disponibilité en français (9 occurrences)
- la qualité de ces programmes, la qualité de la langue française comme langue d'enseignement, et la qualité du recrutement et des services (11 occurrences)
- une meilleure connaissance du profil de l'étudiant fréquentant les institutions francophones avant son arrivée au postsecondaire, pendant sa scolarisation et après son intégration dans le monde du travail (16 occurrences)
- la place de la langue française en Ontario (services quotidiens, droits linguistiques, etc.) (19 occurrences)

Êtes-vous d'accord avec un tel programme de recherche ?

Sujet 3 : Quelles devraient-être nos priorités ? Et quelles sont les plus urgentes ?

Propositions visant la mobilisation des connaissances

En matière de mobilisation des connaissances, plusieurs recommandations ont été formulées :

- nécessité de savoir ce qui existe déjà, plutôt que de réinventer
- examiner les canaux de distribution existants
- archivage à long terme
- considérer les types de publication autres que les revues scientifiques, par ex., la recherche-action
- ne pas négliger les publications en anglais
- avoir des résumés des recherches établis par le ministère
- avoir des résumés sous forme vulgarisée
- une diffusion des recherches sous des formats différents (par ex., des événements pour discuter, etc.)
- faire connaître les études à l'ensemble des acteurs
- mettre l'accent sur la diffusion
- rendre la recherche accessible, même au-delà de la province
- utiliser des instruments axés sur des implications concrètes
- établir une liste des personnes-ressource qui travaillent dans les différents milieux

Priorités de recherche

La première session a été l'occasion de faire un premier inventaire des éventuelles priorités de recherche :

- une meilleure connaissance des profils des étudiant.e.s sous tous les aspects (francophones, nouveaux arrivants, immersion, etc.)
- associer l'idée des profils avec la question de la persévérance et de la réussite
- le suivi des étudiant.e.s
- l'appui pour l'étudiant.e et les parents
- qu'est-ce que les institutions font pour accueillir les jeunes francophones, et pour les appuyer à continuer en français
- quel est le processus de sélection et de socialisation qui fait qu'un jeune va amorcer une transition vers le postsecondaire en français
- qu'est-ce qui fait qu'un jeune va développer son imaginaire, étudier et travailler en français
- la gouvernance comme moyen d'assurer que le français soit bien présent
- l'accès aux programmes
- comment garantir l'offre des programmes malgré la baisse du nombre d'étudiant.e.s
- la qualité des programmes et la perception de la qualité (des programmes et de la langue française)
- est-ce que le milieu francophone est accessible sur le campus
- l'éventualité d'étudier au Québec et sa signification pour l'étudiant.e ontarien

- quelle est la valeur d'étudier en français (savoirs et savoir-faire), incluant le collégial, l'universitaire, les métiers
- quelle est la plus-value d'étudier en français
- étudier l'aspect économique, avant, pendant et après les études
- comment diffuser des études de marché qui demeurent confidentielles vu la concurrence entre institutions
- comment les recherches se traduisent après

En somme, cette première séance a fourni des pistes pour la mobilisation des connaissances, et a établi une liste de thèmes de recherche qui ont fait l'objet de discussions lors des sessions suivantes afin d'établir des priorités.

Session 2 - Session de travail mixte en fonction des six axes de la PAL

La deuxième session avait pour but de comprendre si des axes sont plus importants que d'autres et d'explorer plus en profondeur les axes jugés moins importants, et de prévoir des stratégies de communication appropriées (par ex., communiquer avec les conseils de district scolaires, organiser des rencontres plus ciblées, etc.).

Sujet principal : Les six axes de la PAL : par quelles recherches commencer ?

Sujet 1 : Sur les six axes d'intervention de la PAL pour guider le ministère et les institutions partenaires vous êtes à plus de 50% à considérer l'accès aux programmes en langue française comme le plus important. Vous mettez au second niveau d'importance, avec 25% des répondants, la réussite et le soutien de l'étudiante ou l'étudiant. Et les quatre autres axes ne vous semblent pas être très importants (ils réunissent ensemble 25% des voix). Qu'est-ce qui motive chez vous de tels choix ?

Sujet 2 : Au regard de vos réponses au sondage, les axes correspondants aux partenariats et à la collaboration, ainsi qu'à la gouvernance, semblent revêtir moins d'importance pour vous (respectivement : 6% et 3%). Est-ce à dire qu'il y a moins besoin d'effectuer des recherches sur ces sujets ?

Sujet 3 : Selon vous, par quelles recherches devons-nous commencer à court et à plus long terme ?

Les rapporteurs ont regroupé les priorités de recherche autour des trois axes suivants :

- ***l'accès :***
 - la mobilité des étudiant.e.s
 - les bourses faciliteraient l'accès (à quel point les bourses sont un incitatif chez l'étudiant pour étudier en français)
 - distinguer accès aux recherches et accès aux programmes
 - il faudrait un identifiant du primaire au postsecondaire pour un meilleur suivi

- **les partenariats :**
 - vus comme un vecteur d'accès, les partenariats universités-collèges permettraient de recruter d'autres types d'étudiants
 - partenariat : quelles sont les pratiques gagnantes
 - l'étude des modèles de prestation et de partenariat

- **la gouvernance :**
 - la gouvernance dans le sens d'institutions bilingues, mais pas l'idée d'institution francophone (avoir la pleine gouvernance d'une institution)
 - faire un lien entre la gouvernance et l'accès aux programmes

Session 3 - Session de travail par régions d'appartenance

Enfin, la troisième session regroupait les participants par région d'appartenance. Son but était de déterminer si les besoins de recherche varient sur le plan régional. Il s'agissait aussi de déterminer si les priorités évoquées précédemment changent d'ordre quand les participants pensent en fonction du niveau local et non plus provincial. Enfin, on désirait savoir si le calendrier de recherche doit être le même pour toutes les régions, et selon quels échéanciers.

Sujet principal : Un calendrier de recherche adapté aux régions

Sujet 1 : Combiner les résultats du sondage à la question portant sur les degrés d'importance des axes de la PAL avec ceux de la question portant sur la région principale des répondant.e.s, fait émerger une appréciation différenciée des six axes de la PAL. Ainsi pour la région du Nord-ouest la gouvernance revêt une importance considérable (14%) par rapport à la moyenne provinciale qui est de (3%). Et l'axe concernant l'accès aux programmes en langue française est consacré comme le plus important par 65% des répondant.e.s du Centre contre 35% par ceux de l'Est. À quoi attribuez-vous de tels écarts régionaux ?

Sujet 2 : Acteur.e.s de l'éducation et de la formation en langue française dans votre région, quelles sont vos priorités et urgences en matière de recherche ?

Sujet 3 : Connaissant le temps requis pour mener des recherches et les délais entre leur réalisation et la mise en place de nouvelles politiques, de nouveaux programmes ou de nouveaux services, quel échéancier serait pour vous réaliste ?

Les priorités sont ici énumérées en fonction de chaque région.

Est :

- Étudier les facteurs qui favorisent la réussite du secondaire au postsecondaire, inclure plus de monde, comment les retenir

- Pourquoi les jeunes vont étudier en anglais alors qu'ils ont tout fait jusqu'alors en français
- Étudier la réussite et la persévérance en francophonie avec le volet identité et appartenance et le volet insécurité linguistique
- Dans quelles conditions on rentre et on reste
- Les moyens pour aider les jeunes du secondaire au postsecondaire du point de vue linguistique
- Faire une analyse au point de vue des besoins et ressources au niveau de la langue
- Quels sont les besoins et ressources, volet formation, quels sont les besoins et comment les évaluer

Nord :

- Changer la perception sur le français, comme quoi ça limite
- Avoir un bilan sur les recherches faites sur le domaine
- Combien faut-il d'étudiant.e.s pour qu'une institution soit viable

Centre-sud :

- Constat : la population est hétérogène, c'est quoi leur identité
- Est-ce que la différence au niveau de la langue a un impact sur la suite des études en français
- Étude longitudinale du secondaire au postsecondaire sur cinq ans

Sud-ouest :

- Comprendre les facteurs qui font que les jeunes participent aux institutions ou non
- Comment renforcer la participation à tous les paliers

Les participant.e.s ont considéré que les échanciers de recherche devraient être de courte durée étant donné les dommages causés à la population francophone lorsque celle-ci a un accès limité, et ils ont indiqué que les chercheurs devraient fournir des rapports intérimaires.

Selon eux, on devrait rapidement trouver les personnes pour mener les recherches (chercheurs confirmés, étudiant.e.s en maîtrise et doctorat) et encourager une collaboration plus étroite entre les ministères et les institutions postsecondaires en ce qui a trait à communiquer des informations sur les recherches existantes et sur les nouveaux besoins de recherche.

3. Synthèse générale

Plusieurs fils conducteurs émergent suite à l'analyse des notes prises par les secrétaires aux différentes tables de discussion à chacune des sessions et suite à l'analyse des synthèses des propositions de recherche et des priorités soulevées lors des trois sessions de travail.

Il existe des connaissances considérables sur l'éducation postsecondaire et la formation de langue française. Toutefois, ces connaissances sont difficiles à localiser et à se procurer. Qui plus est, les publications existantes ne sont pas nécessairement rédigées dans un style accessible pour le grand public. On note l'importance d'avoir un meilleur accès aux données ou bases de données. Alors que les besoins en matière de recherche (tant appliquée que théorique) sont grands, la valeur de cet investissement ne portera fruit qu'avec de meilleurs dispositifs de mobilisation des connaissances. Il est essentiel d'assurer qu'on ne répète pas les mêmes études, mais que l'on cherche à élargir les connaissances et à les mobiliser. Il se dégage une volonté collective, comme étape préalable à l'établissement d'un calendrier de recherche :

- que les premiers investissements en recherche soient consacrés à la mise au point d'une plateforme établie pour le long terme incluant :
 - un répertoire électronique des intervenants du milieu;
 - un répertoire des publications scientifiques au sens large, offrant une liste des publications existantes, un résumé en langage simple de ces publications, ainsi que l'accès au texte original dans la mesure du possible;
 - la mise en valeur des incidences pratiques;
 - un espace d'échange de publications et de connaissances ouvert à l'ensemble des intervenants;
- qu'un plan collectif de mobilisation des connaissances soit établi, et que les recherches nouvellement subventionnées incluent un plan de mobilisation des connaissances.

On peut regrouper les propositions de recherche des participants relativement à l'établissement d'un calendrier de recherche selon les grands thèmes de recherche suivants qui transcendent plusieurs axes :

- Quel est le profil actuel des étudiant.e.s, et quel sera leur profil dans le futur ? Quelles sont leurs motivations intellectuelles et professionnelles ? Quels sont les moments critiques qui marquent leurs prises de décisions, leurs choix, leurs trajectoires, leur expérience étudiante et leur succès ?
- Quelle est la valeur d'étudier en français ? Quelle est la valeur d'étudier en français au moment des études et au moment de l'insertion professionnelle ? Quelle est la valeur d'étudier en français sur le plan du développement linguistique et économique de l'étudiant.e et de la communauté ?
- Quelles sont ou quelles seraient les formes de partenariats les plus propices au succès ?

- Quelles formes de gouvernance seraient les plus efficaces pour accroître l'accès à des programmes en français ?
- Comment l'hétérogénéité linguistique se concrétise-t-elle dans le monde des études postsecondaires et de la formation en langue française ? Qu'est-ce que de telles formes d'hétérogénéité linguistique signifient pour les pratiques de littératie importantes lors des études postsecondaires et de la formation ?
- Quelles sont les idéologies qui prévalent dans le monde de l'éducation postsecondaire et de la formation en langue française, que ce soient des idéologies relatives aux normes linguistiques et à l'insécurité linguistique ou des idéologies relatives au succès académique, professionnel, personnel ? Quel est l'impact de ces idéologies sur les réalités (politiques, programmes, systèmes normatifs) et sur les pratiques institutionnelles et personnelles ?
- Comment s'opèrent les transitions entre les différents paliers et entre les institutions ? Comment peut-on faire en sorte que ces transitions soient rendues plus faciles pour les étudiant.e.s de façon à accroître leur accès aux études postsecondaires et à la formation en langue française, leur développement académique, professionnel et personnel et la persévérance vers le succès ?
- Quels sont les facteurs qui favorisent la réussite au postsecondaire et l'émancipation linguistique et culturelle ?

Deux grandes problématiques ressortent de l'ensemble des discussions des divers intervenant.e.s, dans les diverses régions, au sujet des six axes d'intervention de la nouvelle politique d'aménagement linguistique : l'attractivité et la gouvernance.

- L'attractivité est à la fois multifactorielle et complexe, liée au statut de la langue française en Ontario et dépendante de la géographie. Elle est sujette aux représentations qu'ont les acteurs des diverses réalités postsecondaires et de formation en Ontario. Alors que plusieurs facteurs sont en jeu (disponibilité, qualité, accueil, matériel, perceptions), on ne peut pas faire abstraction des questions de la langue et de l'insécurité linguistique. Une étude longitudinale s'impose pour déceler le poids des divers facteurs et des stratégies à mettre en place (bonnes pratiques, recrutement, pédagogie, partenariats).
- La gouvernance est une problématique particulière aux établissements bilingues, mais également partagée lorsqu'on tente d'identifier les conditions institutionnelles nécessaires pour rendre les programmes plus attractifs.

Deux tensions importantes sont notées. La première concerne les divergences entre répondre aux besoins des institutions, ou à ceux de la clientèle. La deuxième tension se situe au niveau du mandat des établissements : doivent-ils d'abord répondre aux besoins immédiats et futurs des employeurs, ou plutôt offrir une formation académique (i.e., intellectuelle, humaniste, scientifique) de base aux apprenants ?

Sur le plan de la méthodologie, les participant.e.s ont exprimé un désir tant pour des recherches longitudinales que ponctuelles, à méthodologies mixte, quantitative et qualitative. Les participant.e.s avouent mal connaître les profils des étudiant.e.s et des apprenant.e.s qui fréquentent les établissements francophones et bilingues et les raisons qui les motivent à étudier en français dans ces établissements (ou en anglais dans les établissements bilingues). Les recherches à venir devront permettre des comparaisons contextualisées, tant inter-groupe qu'intra-groupe, tout en tenant compte de nombreuses variables tels le statut socioéconomique, la géographie, le genre, l'origine ethnoculturelle, le statut familial, l'âge, etc. Enfin, certaines études devront porter sur des perspectives systémiques telle l'interaction entre les politiques publiques, les comportements institutionnels, les réactions individuelles, mais également se faire dans une perspective du préscolaire à l'éducation des adultes, en lien avec des études sur le bien-être des communautés, l'emploi et l'économie.

Il faudra s'assurer que les données soient recueillies en cherchant à être inclusif afin de permettre d'identifier et de suivre les différents sous-groupes qui participent à l'éducation postsecondaire et la formation en langue française ou qui, au contraire, en sont exclus. On relève qu'il serait utile de disposer d'un identificateur unique à vie pour les étudiant.e.s et les apprenant.e.s, ce qui permettrait de suivre les trajectoires individuelles du préscolaire à la vie professionnelle.

Enfin, le tout doit également se faire dans une perspective de partenariat, même s'il existe une concurrence intrinsèque entre les institutions. Le leadership des ministères est essentiel à cet effet ; ces derniers se devront de servir de relais.

4. Références

Allard, R., Landry, R. et Deveau, K. (2009). Et après le secondaire ? Étude pancanadienne des aspirations éducationnelles et intentions de faire carrière dans leur communauté des élèves de 12^e année d'écoles de langue français en situation minoritaire. Moncton, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques avec la collaboration de l'Association des universités de la francophonie canadienne et la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire.

Labrie, N. (2011). Postsecondary Education as an Instrument of Public Policy to Face a Globalized Knowledge Economy. The Harmony of Civilization and Prosperity for All: Tradition and Modernity, Transition and Transformation - Inheritance and Innovation in Education, Collection of Papers and Abstracts. Beijing, Beijing Forum 2011: 276-286.

Labrie, N., Lamoureux, S. et Wilson, D. (2009) L'accès des francophones aux études postsecondaires en Ontario : Le choix des jeunes. Toronto : Centre de recherches en éducation franco-ontarienne de l'Université de Toronto, 42 p. + 73 p. annexes. Rapport remis au ministère de la Formation, des Collèges et des Universités de l'Ontario.

Ministère de la Formation, des Collèges et Universités (2011) Politique d'aménagement linguistique de l'Ontario pour l'éducation postsecondaire et la formation en langue française. Toronto, le Ministère.

Annexe A

Liste des participants

Agboli, Abra Afeba	La Cité collégiale
Allard, Réal	Université de Moncton
Balik, Jean-Luc	Université St-Paul
Beauvais, Sylvie	La Cité collégiale
Ben Hafaiedh, Nouha	Université d'Ottawa
Bergeron, Renée	Campus d'Alfred
Bissonnette, Marc	La Cité collégiale
Boissonneault, Julie	Université Laurentienne
Bokouamaanga, Christian	Université St-Paul
Brisson, Chantal	CSDCEO
Brouillette, Lynn	Consortium national de formation en santé
Brundelre, Lucie	Université de Toronto
Caron, Michel	La Cité collégiale
Champagne, Renée	Collège Boréal
Charrette, Irène	Ministère de l'Éducation
Cotnam, Megan	Université d'Ottawa
DaSilva, Anabel	Viamonde
Deller, Fiona	HEQCO
Desabrais, Tina	La Cité collégiale / Université d'Ottawa
Dick, Caroline	Université d'Ottawa
Dignard-Dubé, Mariette	Commission de planification en main d'œuvre à Sudbury
Doucet, Louise	La Cité collégiale
Durette, Mélanie	Université Laurentienne
Fillion, Michelle	CSDCEO
Fortier, Mona	La Cité collégiale
Furgieuele, Rosanna	Glendon
Gagnier, Jean-Paul	CSDECSO
Gilchrist, Erin	Université d'Ottawa
Giroux, Daniel	Collège Boréal
Giroux, Michel	Université Laurentienne
Gobeil, Marc	Université d'Ottawa
Hambye, Philippe	Université catholique de Louvain
Heller, Monica	CRÉFO, Université de Toronto
Hubert-Dutrisac, Denis	Collège Boréal
Hufane, Amina	Université St-Paul
Kanouté, Fasal	Université de Montréal
Laflamme, Simon	Université Laurentienne

Laforge, Michel	Université Laurentienne
Lamontagne, Lynn	Collège Boréal
Landry, Rodrigue	Université de Moncton
Landry, Sylvie	Université Laurentienne
Leclerc, Sylvain	CSDECSO
Lurette, Donald	Consultant en andragogie
Lutaladio, Eric	Glendon
Mansour, Yassine	Université d'Ottawa
Mason, Caitlyn	Université d'Ottawa
Mayer, Denis	Université Laurentienne
McRoberts, Kenneth	Glendon
Morgado, Lucie	Université d'Ottawa
Morin, Maurice	Campus d'Alfred
Néron, Nathalie	CECCE
Nguyen, Thao	Université de Toronto
Orr, Dillon	Université d'Ottawa
Ouellette, Pierre	Université de Hearst
Ouellette, Rachel	Université d'Ottawa
Patry, Lilian	Ministère de l'Éducation
Pilote, Annie	Université Laval
Pouliotte, Marie-Josée C.	CEPEO/ACOSO
Proulx, Jacynthe	CSPGNO
Proulx, Lynnda	Université d'Ottawa/ La Cité Collégiale
Samson, André	Université d'Ottawa
Samson, Sylvie	Université d'Ottawa
Sawyer, Patrice	Université Laurentienne
Stewart, Carine	Université d'Ottawa
Tardif, Veronic	Université d'Ottawa
Therrien, Luc	Collège Boréal
Thibault, Laurier	RCCFC
Turner, Karine	Université d'Ottawa
Yangoupandé, Tatiana	Consultante chez PGF
Zundel, Pierre	Université de Sudbury

Preneurs de notes

Solange Belluz
Geneviève Brouyaux
Raymond Day
Raymond Guindon
Guy Levesque

Laurence Pechère
Erica Rosenfield
Jacques Therrien

Équipe scientifique

Joey de Pax
Hacène Fekrache
Normand Labrie
Sylvie A. Lamoureux
Erica Rosenfield

Programme du symposium

8h Accueil, petit déjeuner

8 h 30 Mot de bienvenue par Mme Solange Belluz, chef, Unité du continuum de l'apprentissage en langue française, Direction des politiques et programmes d'éducation en langue française, ministères de l'Éducation et de la Formation et des Collèges et Universités

8 h 35 Présentation du contexte, des objectifs et du déroulement du symposium par M. Normand Labrie, vice-doyen à la recherche, OISE, Université de Toronto

8 h 45 Présentation de la Politique d'aménagement linguistique de l'Ontario pour l'éducation postsecondaire et la formation en langue française par M. Raymond Théberge, sous-ministre adjoint, Division de l'éducation en langue française, de l'éducation autochtone et de la recherche, ministères de l'Éducation et de la Formation et des Collèges et Universités

9 h 05 Questions

9 h 15 Survol de la recherche existante par Mme Sylvie A. Lamoureux, ILOB, Université d'Ottawa

9 h 35 Questions

9h45-10 h Présentation des résultats du sondage

10 h – 10 h 20 Pause

10 h30 - 11 h 45 Session 1 : Session de travail regroupant les participants par catégories professionnelles et champs d'intérêt
Sujet principal : La recherche : besoins et priorités

11 h 45 Pause pour les participants aux sessions et 10 min de travail de concertation pour les rapporteurs afin de dégager les idées maîtresses qui font débat

12 h Déjeuner

13 h - 14 h 00 Session 2 : Session de travail mixte
Sujet: Les six axes de la PAL : par quelles recherches commencer ?

14 h 00 Pause pour les participants aux sessions et 10 min de travail de concertation pour les rapporteurs afin de dégager les idées maîtresses qui font débat

14 h 15 - 15 h 15 Session 3 : Session de travail par régions

Sujet ou débat principal : Les recherches sur l'éducation postsecondaire et la formation en langue française dans le cadre de la PAL et leur concrétisation sur le territoire ontarien, afin de dégager un calendrier de recherche adapté aux régions

15 h 15 Pause pour les participants aux sessions et 10 min de travail de concertation pour les rapporteurs afin de dégager les idées maitresses qui font débat

15 h 45 Synthèse des travaux par M. Philippe Hambye

16 h 15 Interventions des participants

16 h 45 Suivi du Symposium de la recherche par M. Normand Labrie

17 h Clôture

Survol de la recherche actuelle

Une recension rapide des études et des recherches de 1969 à 2011 qui portent sur un sujet relié aux études postsecondaires et à la formation en langue française en Ontario permet de tirer cinq grands constats :

- La majorité des études ou des recherches ne sont pas disséminées largement.
- Il est plus facile de repérer des recherches sur les parcours postsecondaires dits traditionnels (admission directe aux études postsecondaires après les études secondaires) que pour les autres parcours postsecondaires ou liés à la formation.
- Les partenariats avec des organismes provinciaux et nationaux revêtent une importance particulière pour la production et la mobilisation de connaissances liées aux études collégiales et à l'alphabétisation.
- Les recherches anglophones tiennent peu compte des réalités postsecondaires et de formation des francophones en Ontario, quoiqu'on note un changement vers l'inclusion depuis 2005. Toutefois, les éléments des études qui touchent les francophones sont peu creusés.
- Il existe une certaine tension entre l'utilisation des libellés « étude » et « recherche », où l'étude vise davantage à offrir des pistes d'intervention ou des astuces suite à une enquête, alors que la recherche se veut plus descriptive d'une situation ou documente un enjeu.

a) *Alphabétisation et formation*

Dans le domaine de l'alphabétisation et de la formation, on note l'importance de la Coalition francophone pour l'alphabétisation et la formation de base en Ontario en tant que producteur et diffuseur de connaissances dans six domaines : les compétences essentielles, la formation en milieu de travail, la littératie familiale, le recrutement des apprenants, les ressources pour les formatrices et les formateurs ainsi que les ressources pour les gestionnaires.

On peut également repérer un bon nombre d'études sur les sites internet d'autres partenaires, tels le Réseau canadien en alphabétisation et en compétences essentielles, le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine, et Ressources humaines et développement des compétences Canada et le Conseil canadien sur l'apprentissage.

Une analyse préliminaire permet de catégoriser les quelques études et recherches repérées dans une de cinq grandes catégories :

- L'alphabétisation familiale
- Des études régionales liées à l'alphabétisation
- Des groupes particuliers
- Le recrutement des apprenants
- Documents d'appui

Cependant, on note plusieurs références à d'autres recherches et études institutionnelles lors de la recension alors qu'elles ne sont pas disponibles dans le domaine public. Celles-ci n'ont donc pas été comptabilisées.

b) Le postsecondaire (études collégiales et universitaires)

La majorité des recherches recensées traitent des études postsecondaires, avec une prépondérance de recherches en ce qui a trait au milieu universitaire. Néanmoins, le Réseau des cégeps et des collèges francophones du Canada parraine un grand nombre de recherches et d'études qui traitent des études collégiales par l'entremise de deux grands projets :

- Son programme de partage et de renforcement de l'expertise des collèges et cégeps canadiens en enseignement professionnel et technique dispensé en français (PRÉCEPT-F); et
- Ses divers projets de collaborations

D'autres organismes contribuent ou ont contribué à la production et la mobilisation de connaissances sur le postsecondaire (y compris au sujet des francophones en Ontario). Soulignons notamment le Consortium national de formation en santé, le Conseil canadien sur l'apprentissage, le Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur et le maintenant défunt Programme de recherche du millénaire de la Fondation canadienne des bourses du millénaire. Nonobstant les travaux de ces organismes, on repère un grand nombre de recherches subventionnées par le Conseil de recherche en sciences sociales et humaines du Canada, ainsi que des recherches menées par des étudiant.e.s à la maîtrise et au doctorat.

Il est important de préciser que l'on retrouve, en français, une prépondérance d'études reliées à la formation initiale à l'enseignement. Outre ce domaine de recherche, nous avons répertorié les recherches et les études relevées selon 7 catégories :

- Les ambitions postsecondaires des élèves des écoles secondaires de langue française et d'immersion française
- L'accès aux études postsecondaires
- L'expérience étudiante, les parcours étudiants et le succès scolaire
- Le matériel et les pratiques pédagogiques
- La gouvernance
- La pratique professorale
- L'identité linguistique au postsecondaire

Sommaire

En plus d'identifier les thèmes de recherche, nous avons identifiés certains défis, notamment par rapport à la définition de « l'étudiant » ou de « l'apprenant francophone » ainsi que du programme « francophone » dans les objets de recherche ou les études. Les plus grands défis cependant demeurent 1) l'accès aux recherches, aux études et aux rapports institutionnels afin d'en mobiliser les connaissances, ainsi que 2) l'accès aux données institutionnelles pour informer les recherches. Enfin, il importe de souligner que dans de nombreuses études anglophones qui abordent également les francophones en milieu minoritaire, le traitement des données demeure très superficiel et trop souvent en marge.

Résultats du sondage pré-symposium

Dans le but d'entamer une réflexion en préparation du symposium, un sondage a été soumis aux participant.e.s ainsi qu'aux membres de leur établissement ou organisme trois semaines avant sa tenue. Ce sondage permettait aux organisateurs d'élaborer du matériel pour lancer les discussions dudit symposium.

Quelques données

Alors que 93 personnes ont accédé au sondage, 4 ont refusé d'y répondre. Des 89 personnes qui ont répondu au sondage, 57 % l'ont complété en entier.

Qui sont les répondant.e.s?

Nous avons demandé aux répondant.e.s d'auto-identifier le palier qui représente le mieux leur domaine d'intérêt. 54,3 % des répondant.e.s ont indiqué le palier universitaire, 38,3 % le palier scolaire, 19,8 % le palier collégial, 9,9 % la formation professionnelle et seulement 3,7 % des répondant.e.s ont identifié l'alphabétisation et la formation de base.

Les représentants des ministères de l'Éducation et de la Formation et des Collèges et Universités ont été majoritaires comme groupe de répondant (23,5%) suivi des chercheurs et des étudiant.e.s (14,8 % chacun), suivi des gestionnaires d'établissements (8,6%).

Plus de 44,4 % des répondant.e.s identifient leur principale région de travail ou d'études comme l'Est de l'Ontario, alors que 32,1 % des répondant.e.s identifient le Centre-Sud. Deux fois plus de répondant.e.s œuvrent dans le Nord-Ouest¹ (8,6 %) que dans le Nord-Est (4,9 %) alors que seuls 3,7 % des répondant.e.s identifient le Sud-Ouest de l'Ontario comme principale région de travail ou d'études.

Les défis

En ordre de priorité :

- Une offre limitée de programme en français dans certains domaines d'études (82 %)
- Le besoin de plus de ressources humaines et didactiques pour permettre aux étudiant.e.s d'apprendre et de s'épanouir en français (82 %)
- La difficulté de promouvoir et de valoriser l'espace francophone au palier postsecondaire où s'exerce une forte pression de l'anglais (76 %)
- La difficulté de maintenir un équilibre linguistique avec la forte croissance de la demande de services et des effectifs du côté anglais (74 %)
- Un faible taux de passage à l'éducation postsecondaire en langue française des diplômés des écoles secondaires de langue française (70 %)

¹ Pour les fins de ce sondage, nous avons découpé la province en cinq grandes régions. Les divisions Nord-Ouest et Nord-Est ont été faites en fonction des six conseils scolaires de district francophones et des zones de proximité des établissements postsecondaires francophones et bilingues. La région de Sudbury a donc été identifiée comme faisant partie de la région Nord-ouest.

- Les pratiques administratives disparates qui rendent difficile l'analyse et l'interprétation de données sur la population étudiante francophone (52 %)
- Le manque de définition commune de l'étudiante ou étudiant francophone (46 %)

Les axes de la PAL

Les répondant.e.s ont eu à mettre en ordre d'importance les six axes de la PAL en fonction du besoin d'intervention.

- 80,5 % identifient l'accès aux programmes en langue française
- 52,30 % identifient le soutien et la réussite de l'étudiant.e
- 27,40 % identifient la promotion du système et le recrutement ciblé
- 24,20 % identifient l'amélioration de la qualité
- 7,90 % identifient les partenariats et les collaborations
- et 6,40 % identifient la gouvernance.

Les plus grandes priorités

Selon les répondant.e.s, les six plus grandes priorités en matière d'éducation de langue française, en ordre de prépondérance, sont :

- Le lien entre le contexte de formation et d'apprentissage scolaire et l'université, dans une vision de continuité
- Mieux servir les populations du Centre et du Sud-ouest
- Garantir une éducation de qualité
- Améliorer le français des étudiant.e.s
- Améliorer le matériel didactique
- Améliorer l'accès aux programmes en français

La recherche et ses lacunes

Seuls 16 répondant.e.s ont pu nommer au moins une recherche ou étude portant sur les études postsecondaires et la formation en langue française en Ontario. Les deux études les plus citées étaient celles d'Allard, Landry et Deveau (2009) (6 répondants) et de Labrie, Lamoureux et Wilson (2009) (7 répondants).

Alors que 53 % des répondantes et répondants croient qu'il existe des lacunes en ce qui a trait à la recherche sur le domaine, 43 % des répondants évitent de se prononcer. Parmi les lacunes citées, on retrouve :

- La transition du secondaire au postsecondaire
- L'accueil des étudiant.e.s non issus du système ontarien
- L'insertion professionnelle
- S'entendre sur des définitions communes (étudiant.e francophone, programme de langue française, etc.)
- Le rapport à l'écrit; le français comme langue d'enseignement
- Bilan des transferts de crédits et de la mobilité entre les établissements
- Mise à jour de l'étude des écarts du ministère

Une lacune citée à plusieurs reprises touche la visée des études existantes. Les répondantes et répondants souhaitent que les études aboutissent à des conclusions et des suggestions d'action, et qu'elles aillent au-delà de la description ou de l'établissement d'un bilan.

Recommandations au-delà de la recherche

Alors que le sondage demandait aux répondant.e.s. de préciser des recommandations pour un éventuel calendrier de recherche, 26 éléments de réponses ont été recueillis, que l'on peut regrouper selon cinq grands thèmes ou préoccupations :

- Assurer des liens avec les établissements francophones canadiens et internationaux
- Communiquer avec les étudiant.e.s et s'enquérir de leurs besoins
- S'assurer qu'au regard des besoins actuels, étudier en français représente une valeur ajoutée
- Améliorer l'accès dans la région Centre et Sud-Ouest à des établissements qui leur sont propres
- Élaborer une stratégie d'uniformisation des crédits pour une meilleure mobilité entre les établissements franco-ontariens et bilingues

Calendrier de recherche

90 % des répondant.e.s ont partagé des éléments de réponse à cette question. Malgré l'hétérogénéité (ou la variété) des réponses, quatre domaines de recherche au sujet des études postsecondaires et de la formation en langue française en Ontario émergent comme prioritaires :

- La disponibilité
- La qualité
- Les partenariats
- La transition

Nous notons une abondance d'intérêt pour les recherches qui visent l'accès direct aux études postsecondaires de 1^{er} cycle, alors que les autres trajectoires passent sous silence : les études de 2^e et 3^e cycles, les études professionnelles et la formation de base et en-cours d'emploi.

Les six axes d'intervention de la PAL

Axe d'intervention 1 : L'accès aux programmes en langue française

Augmenter la capacité des institutions partenaires d'enseignement postsecondaire et de formation de langue française et bilingues à offrir des programmes et des services de haute qualité répondant aux besoins de la communauté francophone et du marché de l'emploi.

Axe d'intervention 2 : Le soutien et la réussite de l'étudiante ou étudiant

Faciliter la réussite scolaire et professionnelle des étudiant.e.s inscrits dans les institutions partenaires d'enseignement postsecondaire et de formation de langue française et bilingues en assurant l'offre de programmes de soutien.

Axe d'intervention 3 : L'amélioration de la qualité

Améliorer la qualité de l'enseignement postsecondaire et de la formation en français en renforçant la capacité du personnel institutionnel et des étudiant.e.s d'atteindre le niveau le plus élevé possible de compétence en français et de soutenir le perfectionnement linguistique et l'épanouissement culturel de la communauté francophone.

Axe d'intervention 4 : La promotion du système et le recrutement ciblé

Augmenter la participation aux études postsecondaires et à la formation en langue française, en particulier le nombre d'élèves qui passent directement de l'école secondaire de langue française aux études postsecondaires et à la formation en langue française.

Axe d'intervention 5 : Les partenariats et les collaborations

Augmenter la capacité des institutions partenaires d'enseignement postsecondaire et de formation de langue française et bilingues à développer des programmes, des ressources et des services en établissant des partenariats stratégiques avec la communauté francophone.

Axe d'intervention 6 : La gouvernance

Accroître le dynamisme du système ontarien d'éducation postsecondaire et de formation en langue française par l'entremise d'un leadership partagé et de structures de gouvernance participatives qui favorisent le renforcement et l'engagement de la communauté.

Tableau récapitulatif des propositions des participants relativement aux six axes de la PAL

<i>Axe d'intervention 1 L'accès aux programmes en langue française</i>	<i>Axe d'intervention 2: Le soutien et la réussite de l'étudiante ou étudiant</i>	<i>Axe d'intervention 3: L'amélioration de la qualité</i>	<i>Axe d'intervention 4 La promotion du système et le recrutement ciblé</i>	<i>Axe d'intervention 5 Les partenariats et les collaborations</i>	<i>Axe d'intervention 6 La gouvernance</i>
<ul style="list-style-type: none"> -mieux comprendre les raisons des étudiants dans leurs choix de carrière -une meilleure connaissance des divers groupes (nouveaux arrivants, ruraux, etc.) -étudier l'impact de l'exogamie sur les choix des étudiants -quelle est la part de l'aspect économique -étudier la compétition des conseils anglophones qui offrent plus de ressources-faire du travail sur l'accessibilité selon les régions -comment augmenter 	<ul style="list-style-type: none"> -une étude des besoins qui va faire ressortir les sujets d'exogamie, immersion, etc. -une meilleure connaissance des profils des étudiants (âge, origines, etc.) -suivi de la scolarisation des étudiants à différents paliers -connaître le profil de l'élève selon divers facteurs : langue, facteurs économique des parents, connaissance de l'élève des finances, etc. -comprendre pourquoi l'élève 	<ul style="list-style-type: none"> -comment les gens perçoivent la qualité des programmes -comment mesure-t-on la qualité de la langue française au niveau du recrutement -développer des outils de mesure de la qualité -le degré de connaissance de la langue française et son impact sur le succès de l'élève au postsecondaire -mieux former les enseignants sur la variété du public étudiant -recherche sur la qualité du 	<ul style="list-style-type: none"> -c'est quoi la valeur de continuer les études en français, les étudiants se basent sur le programme, pas sur la langue -nous ne savons pas pourquoi les étudiants choisissent d'aller à un programme ou un autre -vulgariser la recherche, utiliser un langage plus commun pour une meilleure accessibilité (internet) -cibler aussi le public anglophone -mieux étudier l'engagement de ces 	<ul style="list-style-type: none"> -peut-être des études sur la place de la langue française dans la société -étudier la place de la dualité linguistique, mieux cerner les débouchés -diffuser d'autres formes de recherche : comme les données institutionnelles -partager les rapports institutionnels -quelles ont les priorités du monde du travail -est-ce que les jeunes qui terminent leurs études en français veulent parler en français au travail ? 	<ul style="list-style-type: none"> -manque de pouvoir sur la direction de la recherche -est-ce que l'accès ne passe pas par la gouvernance ? Par exemple à l'université Laurentienne -plusieurs universités se partagent les étudiants de la province, y a-t-il lieu d'avoir un centre rassemblant l'ensemble des étudiants comme le modèle de l'université du Québec, soit une structure décentralisée -autre projet comme

<p>la participation sans programmes, sans infrastructure</p> <ul style="list-style-type: none"> - étudier les diverses méthodes de livraison des programmes, particulièrement à distance -jeunes qui étudient à Boréal et à Glendon sont satisfaits des programmes qu'ils ont, le problème c'est le manque de programmes -perception que les programmes en anglais sont meilleurs, donc recherches sur la perception des élèves et des parents -impact des jeunes qui vont étudier au Québec et qui reviennent versus ceux qui restent et étudient en anglais -accès au programme : c'est la pierre angulaire, est- 	<p>réussit</p> <ul style="list-style-type: none"> -comment les universités accueillent-elles les étudiants francophones -des recherches pour savoir comment desservir la clientèle, les élèves indépendamment d'où ils viennent -recherches pour appuyer des élèves francophones dont les parents ne se sentent pas capables de les appuyer -quel accueil les profs au PS donnent aux élèves dans la salle de classe -recherche sur l'insécurité linguistique et culturelle des étudiants -suivre l'étudiant durant sa scolarisation est un sujet de recherche intéressant (cohorte) 	<p>cheminement et services</p> <ul style="list-style-type: none"> -qualité des programmes : programmes pas assez encadrés, donc pas assez de professeurs et d'indicateurs de performance. Par ex., à la Laurentienne : des programmes qui ne sont pas entièrement en français -des indicateurs pour évaluer les étudiants, les professeurs et les ressources pédagogiques -voir une stratégie de mobilité sociale tout en ciblant les pouvoirs d'attraction pour améliorer la qualité de la langue, par exemple : pourquoi Glendon n'offre aucun programme en sciences, donc aucun pouvoir d'attraction 	<p>étudiants, ce qui donnerait un profil des besoins et ce qui les aiderait à persévérer</p> <ul style="list-style-type: none"> - assurer un meilleur accès aux publications, c'est pas tout le monde qui lit une thèse de doctorat -y aurait-il un moyen de colliger l'information et la diffuser -peut-on faire quelque chose de semblable à ACADEMICA -besoin de créer des mécanismes efficaces pour diffuser les résultats des études -qu'est-ce qui fait que certaines personnes s'inscrivent aux études postsecondaires et choisissent tel ou tel établissement -processus de sélection vers le 	<p>Travailler en français devient une valeur qui devrait être incluse dans la PAL</p> <ul style="list-style-type: none"> -le lien de la langue française avec le milieu du travail -recherche sur la transition au PS : avant, pendant, et après -rechercher, recenser le genre/succès des partenaires pour augmenter l'accès dans la formation des adultes -quels sont les facteurs qui soutiennent les partenariats à long terme -quelles sont les ressources nécessaires pour un partenariat plus efficace -partenariat entre collèges parce que plus homogènes -faut mesurer ce qui est un succès, qu'est 	<p>avoir une université ou des programmes désignés en fonction de la Loi sur les services en français</p> <ul style="list-style-type: none"> -la question de la gouvernance est très importante pour le campus d'Alfred, être une voix dans un grand campus est un défi -faculté bilingue au sein d'une université unilingue (comme Glendon, Alfred) pose des défis uniques -est-ce que la gouvernance de nos institutions bilingues favorise directement ou indirectement l'accès des francophones -comment assurer la gouvernance d'institutions postsecondaires francophones, par les francophones au plan juridique - les ententes et les
--	--	--	---	--	--

<p>ce la bonne priorité ? -qu'est-ce qui limite l'accès ? Doit-on traiter cela de manière idéologique ou analyser par les sciences sociales ? - autre manque de pouvoir d'attraction : le manque de ressources aux universités ce qui mine le nombre de programmes en langue française et a un impact sur les nombres d'étudiants -s'assurer que les programmes en français existent que ce soit en justice et en santé -l'accès c'est deux choses : disponibilité d'institutions et l'orientation des gens pour se rendre aux institutions -comment ça se fait qu'il y a des francophones qui font des études PS en</p>	<p>- adaptations pour les étudiants d'aujourd'hui qui entrent aux institutions postsecondaires (services d'orientation, counselling, appui aux étudiants, etc. -qu'est-ce qui fait qu'un jeune poursuit ses études en français ou en anglais ? Avant l'accès aux études est-ce qu'on nourrit l'imaginaire des jeunes pour étudier en français -l'insécurité des jeunes est phénoménale - beaucoup d'étudiants sont les premiers de leur famille à faire des études PS, mal équipés ont besoin de grand soutien, surtout les garçons -aider les étudiants à</p>	<p>en français pour la région du Centre/Sud-ouest -améliorer la qualité devrait être avant toute chose. Si on veut avoir une communauté francophone, faut avoir des institutions qui sont disponibles avec des programmes disponibles -le ministère ne peut s'inquiéter du postsecondaire sans s'inquiéter du système éducatif entier (élémentaire, secondaire) - conditions gagnantes pour la réussite en français - il existe un défi au sujet de la perception de ce qu'est la qualité de programmes en français au postsecondaire -la qualité des programmes est importante pour</p>	<p>postsecondaire et la construction identitaire -serait utile si on pouvait recevoir un courriel avec le nom des recherches -nécessité d'un sommaire exécutif qui pourrait être fait par le ministère -que les chercheurs aillent dans les conseils scolaires pour expliquer leurs recherches -autre manque de pouvoir d'attraction : le discours négatif véhiculé par les élèves et les parents sur les programmes d'universités en langue française. Le Québec s'est tourné vers les étudiants internationaux. Avoir un recrutement dialectique et non unilatéral - décrochage culturel, aliénation, comment</p>	<p>ce qui fait d'un partenariat un succès -une meilleure communication entre les orienteurs au secondaire et les niveaux collégiaux et universitaires, développer le profil de la clientèle -avoir un système de suivi (tracking system) pour connaître d'où viennent les étudiants -il faut étudier la perception des employeurs, la valeur des institutions bilingues -dans le domaine de la formation, on mentionne les tests d'accréditation des associations professionnelles ou syndicats qui n'existent généralement qu'en anglais -partenariat à créer</p>	<p>questions sur la gouvernance et les multiples alliances institutionnelles entre les collèges francophones et les collèges francophones et anglophones - gouvernance : un axe très important. Rechercher les meilleures pratiques et en faire une analyse afin d'identifier les éléments qui constituent une gouvernance efficace - recenser les états généraux des différentes communautés afin d'identifier les forces et leur vision de l'avenir -faut redéfinir collèges et universités comme étant vitaux dans communautés -est-ce que la</p>
---	--	---	--	---	--

<p>anglais ? la recherche devrait porter sur ça -ça dépend de la définition de l'accès; l'accès englobe aussi la capacité de se déplacer et de ne pas se sentir en situation d'exil -comment faire pour qu'un étudiant puisse étudier en français, quelles sont les variables qui augmenteraient l'accès des jeunes ? -le choix prioritaire est l'accès aux programmes en langue française mais aussi et afin de supporter le tout, la réussite et le soutien de l'étudiante et étudiant -quand on parle d'accès, ce n'est pas tellement quels programmes, mais quelles conditions d'accès, mieux étudier la question</p>	<p>faire des bons choix d'études, souvent on ne quitte pas à cause de la langue mais à cause du programme - comment assurer un processus de développement des jeunes pour assurer leur transition vers le postsecondaire -comment assurer le succès des étudiants, le soutien aux étudiants, est-ce qu'il y a une approche qui convient à toutes les institutions, programmes, etc. -persévérance au postsecondaire -soutien à l'étudiant dans les domaines suivants : amélioration des connaissances de la langue française et augmentation des ressources pédagogiques en français -axe 2 devrait être</p>	<p>desservir équitablement la clientèle étudiante -besoin de mesure de la qualité des programmes offerts en français, par ex, à l'université d'Ottawa le programme en génie pour la 4^e année, il n'y a pas de cours en français donc manque de disponibilité de programmes et cours en français dans domaine spécialisé - on a parlé de qualité, c'est un élément essentiel qui touche chaque axe : qualité de l'accès, qualité des programmes, qualité des services, qualité de la gouvernance, la qualité influence la motivation -question sur la perception, connexe</p>	<p>convaincre les gens que l'éducation postsecondaire en français est valable -comment éviter l'aliénation des jeunes francophones qui les pousse à abandonner l'éducation francophone postsecondaire - qu'est-ce qui est disponible en tant que programmes en français versus ceux en anglais, besoins d'indicateurs de performance pour lier auprès de composantes comme la qualité des programmes et le profil de la clientèle étudiante -pourquoi même quand les infrastructures sont existantes, les jeunes ne viennent pas ? il y a des facteurs d'attraction plus forts</p>	<p>entre Ottawa et le nord -les institutions postsecondaires collaborent mais sont en compétition aussi -connaissance du milieu du travail local, connaissance des métiers et de ses buts de carrière -à la Laurentienne, préoccupation quant au manque de pouvoir de la collectivité francophone - que fait le secondaire pour assurer la transition au postsecondaire, puis que fait le postsecondaire pour assurer la transition et l'intégration -étudier la question de l'intégration dans une communauté différente (travailler sur la dimension accueil/intégration) -La gouvernance et</p>	<p>composante « gouvernance » s'avère suffisante pour obtenir une qualité de programmes en langue française : au collégial, la gouvernance est associée à l'offre de programmes en langue française tandis qu'à l'université, cela est associé à l'offre de programmes bilingues -l'objet de recherche devrait être à quel point la gouvernance nous permet d'atteindre nos objectifs (y compris la diffusion de la recherche) -il faudrait déterminer si on a une gouvernance efficace et fonctionnelle -il faudrait étudier quels moyens utiliser</p>
---	--	---	--	--	---

<p>de la motivation des élèves pour étudier en français, et le rôle de facteurs comme débouchés professionnels, insécurité linguistique</p> <p>-les programmes francophones dans l'est sont plus connus (quand on parle d'accès) donc peut être les programmes sont moins connus au centre</p> <p>-les lacunes en termes d'accessibilité sont plus prononcées dans le centre, c'est pourquoi la question de l'accès est plus prononcée dans le centre que dans l'est</p> <p>-pourquoi les étudiants de l'est de l'Ontario, la partie la plus francophone de la province décident de ne pas étudier en français, peut-être faire une étude</p>	<p>plus recherché parce que le besoin des étudiants est important</p> <p>-la réussite et le soutien des étudiants touchent aussi le profil étudiant en fonction des programmes offerts, par exemple, pour la région du Centre/Sud-ouest</p> <p>-prendre en considération le rayon de mobilité des étudiants pour leur réussite, et tenir compte du changement de la clientèle, maintenant plus d'adultes et de nouveaux arrivants</p> <p>- facteurs de motivation des étudiants</p> <p>-on exige une langue française pure, ça décourage les étudiants, il faut comprendre ce qui fait peur aux</p>	<p>à la qualité</p> <p>-on parle d'indicateurs de rendement dans les collèges, qui n'existent pas pour les universités.</p> <p>Peut-être a-t-on besoin d'identifier des nouveaux facteurs de qualité, d'autres façons de la mesurer</p> <p>-peut-être étudier les modes de financement, en quoi ils peuvent influencer la qualité</p> <p>-on a pas défini le terme qualité, c'est une chose différente pour un étudiant et un prof</p> <p>-« qualité de la langue » de qui, pourquoi, comment</p> <p>-qualité du matériel pédagogique, est-ce important de l'avoir en français ? ça a une importance symbolique</p>	<p>pour que les élèves rejoignent les collèges de langue anglaise au lieu des collèges de langue française</p> <p>- quels sont les parcours des individus et comment on peut les expliquer, différents modèles : histoire de vie, études ethnographiques ou longitudinales</p> <p>-les choix des étudiants est une question importante de recherche, qui sont nos étudiants, quels choix font-ils, pourquoi ? Dans l'est on veut vivre en français, travailler en français, mais pourquoi les élèves quittent l'éducation en langue française</p> <p>-comprenons-nous les paramètres de l'accueil des étudiants nouveaux</p>	<p>les partenariats sont moins clairs et pas clairement définis ; ce qui fait qu'on ne voit pas pourquoi cela devrait être une priorité de recherche</p> <p>-besoin d'identifier les pratiques exemplaires au niveau de la mobilité des étudiants, les partenariats entre collèges et universités, est important</p> <p>-comment partager et contribuer aux études faites par les agences communautaires</p> <p>-Liens partenariats et collaborations, mécanismes à regarder pour entreprendre des actions liées aux autres axes</p> <p>-établir des priorités en collaborations avec les institutions et le ministère</p>	<p>pour rendre les enjeux francophones importants dans les modèles de gouvernance bilingue</p> <p>-nécessité d'évaluer les modèles et les impacts de certains types de gouvernance, par ex. une université de langue française</p> <p>-quels leviers permettent d'augmenter l'accès et les choix des étudiants, quels leviers vont faire une différence ? Puis quels obstacles existent au niveau de la gouvernance qui empêchent de tirer les leviers</p> <p>-la gouvernance est liée à l'accès : En Ontario 14000 étudiants répartis sur un immense territoire, ce qui fait qu'il n'y a pas de masse critique</p>
---	---	---	--	--	---

<p>pancanadienne</p> <ul style="list-style-type: none"> - quelles sont les mesures que l'on pourrait prendre pour mieux comprendre les jeunes qui s'engagent et ne s'engagent pas au collégial -facteurs qui expliquent le choix des élèves d'aller en français ou en anglais. 30% quittent en 8^e année, car dans certains endroits il n'y a pas d'école -on a besoin de savoir ce qui se passe avec nos jeunes : où ils vont, s'ils poursuivent et comment -on revient à l'accès qui ne consiste pas seulement en l'offre de programmes, mais aux conditions de succès - la recherche sur l'accès aux programmes en langue française est 	<p>étudiants</p> <ul style="list-style-type: none"> - faire de la recherche sur la rétention : comment assurer les soutiens et succès pour que les étudiants restent -on manque de recherches longitudinales sur l'itinéraire complet de l'élève-étudiant : pas seulement où il va après le secondaire, mais où il aboutit après 2 ans, 5 ans, dans la vie professionnelle -étudier dans quelle mesure les allophones francophones ou les étudiants internationaux poursuivent leurs études en français, c'est important car ils peuvent enrichir la communauté francophone -démarrer des études sur les étudiants qui 	<ul style="list-style-type: none"> -la qualité des programmes et de l'enseignement est la condition de base qui doit exister pour que l'accès existe 	<p>immigrants</p> <ul style="list-style-type: none"> -comment orienter les jeunes une fois qu'ils arrivent dans le système -quels sont les facteurs qui jouent dans les choix universitaires ou collégiaux -on a besoin d'étudier la question de l'immersion et la promotion des programmes d'immersion auprès des Francophones 	<ul style="list-style-type: none"> -explorer la possibilité de recherche appliquée avec des partenaires communautaires -possibilité des projets de partenariats en collaboration avec les collèges-entreprises et autres organismes (par ex., Projet Boréal de recherche) 	<ul style="list-style-type: none"> -gouvernance : on l'a pour le primaire, secondaire, et collégial, il ne reste plus que l'université. La PAL devrait s'interroger sur la complétude. La gouvernance n'est pas explicite -Hearst, Timmins, etc., les démographies francophones baissent, donc moins de place dans la gouvernance -la gouvernance est non seulement une question des institutions mais plutôt une question provinciale -les situations de gouvernance sont différentes d'une région à une autre, d'où l'importance de faire de la recherche sur les modèles de gouvernance -gouvernance Nord-
---	--	---	--	---	--

<p>déjà existante, les réalités régionales sont différentes</p> <ul style="list-style-type: none"> -avoir des recherches à court terme dans les domaines de l'accès aux programmes en langue française, diffusion des recherches dans la communauté, réseautage des institutions et des organismes, et collaboration du milieu postsecondaire et de la formation -pourquoi les jeunes francophones de l'Est décident-ils de poursuivre leurs études en anglais? qui sont ces étudiants ? pourquoi font-ils ce choix d'études - comment assurer l'accès -comment expliquer la perte des étudiants vers le système 	<p>sont déjà là : est-ce qu'on les appuie et encadre bien ? Bâtir sur des expériences positives et documenter leurs parcours</p> <ul style="list-style-type: none"> -il faut cibler le secteur rural comme composante de la recherche -quelles sont les mécanismes d'appui chez les jeunes pour continuer d'étudier en région rurale -quel est le degré de soutien de la famille -comment s'assurer que les jeunes soient fiers de leur identité -comment faire une pédagogie appropriée -on a besoin d'avoir un meilleur profil de l'étudiant francophone -quels sont les défis que les institutions rencontrent pour répondre aux besoins 				<p>ouest est important, car n'ont jamais eu le contrôle du système scolaire, soit a été géré par le système de langue anglaise ou par des francophones situés loin de leur région</p> <ul style="list-style-type: none"> -la structure des conseils d'administration est importante, en particulier pour les universités bilingues -important que le MFCU s'informe sur les demandes imposées sur la population francophone quand la gouvernance des institutions bilingues choisit de réduire l'offre de programmes en français par ex., recherches sur les faiblesses de la Loi 8 et les contestations potentielles - la gouvernance et
--	--	--	--	--	--

<p>d'éducation postsecondaire de langue anglaise</p> <ul style="list-style-type: none"> -recherche sur les meilleures pratiques pour la livraison d'éducation en langue minoritaire à distance, par ex., Suisse ou d'autres pratiques exemplaires dans d'autres pays -quelle est l'efficacité d'un enseignement à distance par rapport à un enseignement en face à face ? est-ce que ceci est différent lorsqu'on le fait dans une autre langue ? -quels sont les profils ou processus décisionnels que les étudiants suivent lorsqu'ils décident de s'inscrire dans les programmes de langue anglaise -Les axes de l'accès et du soutien aux 	<p>des étudiants</p> <ul style="list-style-type: none"> -quelles sont les meilleures pratiques pour aider la réussite des élèves - on a besoin d'étudier les milieux et profils d'enseignement -comment intégrer les jeunes au système postsecondaire de langue française -quel est le meilleur moyen d'accompagner un jeune qui étudie dans la langue de la minorité -on a besoin d'études liées à la persévérance et à la réussite -de quoi les étudiants ont-ils besoin pour réussir -les besoins spécifiques des nouveaux étudiants devront être identifiés, documentés par des 				<p>les partenariats sont moins clairs et pas clairement définis ; ce qui fait qu'on ne voit pas pourquoi cela devrait être une priorité de recherche</p> <ul style="list-style-type: none"> -besoin de faire de la recherche sur l'engagement des étudiants dans le modèle de gouvernance des institutions -la question de la gouvernance est importante pour le Nord à cause de la présence d'institutions bilingues comme la Laurentienne qui a certains défis au niveau de la structure de gouvernance bicamérale
---	--	--	--	--	--

<p>étudiants sont plus clairs donc plus faciles à identifier comme prioritaires</p>	<p>professionnels -besoin d'établir un recensement des meilleures pratiques en matière d'accueil de nouveaux étudiants -besoin d'étudier le développement du jeune adulte par rapport à ses besoins -besoin de faire de la recherche sur l'intégration des étudiants dans la vie estudiantine au niveau postsecondaire</p>				
---	---	--	--	--	--